

7 ET 8 FÉVRIER : LA CONFÉRENCE OUVRIÈRE EUROPÉENNE

pages 12 et 13



INFORMATIONS OUVRIÈRES

TRIBUNE LIBRE DE LA LUTTE DES CLASSES

6 474
abonnés
reçoivent ce numéro.
Et vous ?
(page 16)

PLUS DE 4 000 PARTICIPANTS AU RASSEMBLEMENT DU 8 FÉVRIER

POUR L'INTERDICTION DES LICENCIEMENTS



LE PARTI OUVRIER INDÉPENDANT S'ADRESSE À TOUS LES PARTIS

pages 3 et 4

Le ministre Péresse tente de sauver son décret

Des dizaines de milliers d'étudiants et d'enseignants dans la rue le 10 février pour le retrait du décret Péresse.

Université

page 5

La loi Bachelot détruit hôpital et Sécurité sociale

Prises de position syndicales contre toute tentative d'amender la loi qui détruirait 20 000 emplois dans la santé.

Actualité

page 6

Le mouvement contre l'invalidation de Gérard Schivardi s'amplifie

Conférence de presse du 6 février : une délégation au ministère de la Justice a été décidée.

Vie du parti

page 9

Chine : en quelques semaines, des millions d'emplois détruits

La crise du prétendu miracle économique jette à la rue les travailleurs chinois.

Dossier

page 14

Dans la mesure du possible ?

Au cœur d'une crise qui détruit les emplois par millions, rien n'est plus urgent que de distribuer des milliards aux banquiers, spéculateurs et capitalistes. Cette recommandation de l'Union européenne s'accompagne d'un volet social : « Nous voudrions que, dans la mesure du possible, les entreprises utilisent le plus largement possible le chômage partiel », ce qui « pourrait aider à empêcher des licenciements massifs » (1).

« Dans la mesure du possible », bien sûr... En France, ce 9 février, une nouvelle tranche de près de 9 milliards d'euros est offerte à Renault et à PSA. Moyennant quoi, « les deux groupes ont confirmé s'être engagés à ne pas fermer de site en France pendant toute la durée du prêt et ont promis de ne pas lancer de plan social en 2009 en France » (AFP).

Pas de nouveau « plan social » lancé en 2009 ? Regardons-y de plus près.

La presse patronale vend la mèche : « Un engagement qui ne coûte pas très cher au constructeur (...), de copieus plans sociaux ont déjà été réalisés ces dernières années. En outre, l'engagement de ne pas procéder à de nouveaux plans sociaux ne porte que

sur... 2009 » (La Tribune). Ou encore : « Renault ne fera pas de plan social en 2009, il est en train de boucler un plan de départ de près de 6 000 personnes annoncé en juillet (...). Quant à Streiff (PSA), il ne serait pas mécontent s'il arrivait à dépasser d'ici à cet été les objectifs de son plan de départs volontaires de 3 550 personnes en France » (Les Echos).

Résumons : les patrons de l'automobile décident 10 000 suppressions d'emplois, puis empochent 9 milliards d'euros en promettant — juré, craché — que, dans les prochains mois, c'est-à-dire la période de mise en œuvre des suppressions d'emplois décidées, il n'y en aura pas d'autres ! Juste du chômage partiel ! Et cela sans compter... avec l'approfondissement de la crise. Nice Matin ne s'y trompe pas : « Etant donné que personne ne sait où l'on va, comment exclure que les constructeurs soient amenés (...) à faire des entorses aux commandements édictés par l'Etat ? »

De qui se moquent-ils ? Aucune confiance aux capitalistes ! L'urgence est inverse : confisquer les 428 milliards pour sauver les travailleurs, pas les spéculateurs ; interdire tous les licenciements et annuler les plans qui viennent d'être décidés ; ne pas hésiter à nationaliser PSA et renationaliser Renault. Cela

provoquera les protestations véhémentes de Bruxelles ? Alors, ne pas hésiter non plus à rompre avec l'Union européenne !

Telle est la position du Parti ouvrier indépendant. Mais nous n'en faisons pas un préalable.

Après que, le 29 janvier, les travailleurs se sont mis par millions en grève et en manifestation, c'est le tour des enseignants-chercheurs, tandis que la grève générale s'étend en Guadeloupe et à la Martinique.

C'est une certitude : en rassemblant leurs forces, la classe ouvrière et la jeunesse ont la capacité d'imposer l'interdiction des licenciements.

Que les partis qui se réclament de la classe ouvrière et de la démocratie appellent ensemble à la marche unie sur Paris pour l'interdiction des licenciements ouvrirait une perspective politique pratique pour tous les travailleurs.

Tel est le sens de la proposition adressée à ces partis par le Parti ouvrier indépendant, appel approuvé avec enthousiasme par les milliers de participants au rassemblement de Montreuil, ce 8 février.

(1) Déclaration des ministres des Finances de la zone euro.

INFORMATIONS OUVRIÈRES

tribune libre de la lutte des classes

Dans le cadre de sa tribune libre, Informations ouvrières, fondé par Pierre Lambert, offre la possibilité de s'exprimer librement à tout groupement ou formation politique qui entend sincèrement combattre pour l'émancipation des travailleurs. Cela sous leur propre responsabilité. L'hebdomadaire est édité par l'association (loi 1901) Informations ouvrières, présidée par Daniel Gluckstein, directeur de la publication.

Rédacteur en chef : Lucien Gauthier

Siège : 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.

- Imprimerie : Rotinfed 2000, Paris.
- Tirage : 20 000 exemplaires.
- Commission paritaire : 0909 C85 410.
- ISSN : 0813 9500.

• Rédaction : Informations ouvrières 87, rue du F^{bs}-Saint-Denis, CS 30016 - 75479 Paris CEDEX 10.

Tél. : 01 48 01 89 23. Fax : 01 48 01 89 29.

E-mail : informations-ouvrieres@fr.oleane.com

• Administration- abonnements :

Maïthé Dayan
Tél. : 01 48 01 88 22
01 48 01 88 41.

E-mail : diffusion-io@fr.oleane.com

Dépôt légal : à publication.



NOUS ÉCRIRE

INFORMATIONS OUVRIÈRES

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, CS 30016 75479 Paris Cedex

E-mail : informations-ouvrieres@fr.oleane.com

"Nous, les maires, nous serons à vos côtés"

PAR GÉRARD SCHIVARDI (EXTRAITS DE SON DISCOURS AU MEETING DU 8 FÉVRIER)

Le tribunal administratif de Montpellier a décidé de me démissionner de mon mandat de conseiller général pour avoir payé de ma poche une facture de 223,45 euros au lieu de la faire payer à l'Etat, c'est-à-dire aux contribuables. Quelques journalistes assistaient à la conférence de presse commune tenue le 6 février à Paris, avec des dirigeants du Parti de gauche, de Lutte ouvrière, avec le Parti ouvrier indépendant, soutenue par des dirigeants du Parti socialiste, comme Pascal Cherki, adjoint au maire de Paris et membre du secrétariat national du Parti socialiste, ou la sénatrice communiste de Paris, Nicole Borvo, et bien d'autres élus et militants de toutes tendances politiques.

Une journaliste incrédule m'a demandé si nous ne voyons pas dans cette condamnation un prétexte futile à ce qu'elle a appelé « un coup monté contre Gérard Schivardi ». Nous lui avons répondu qu'il s'agissait là d'une condamnation des milliers de maires refusant de briser la grève des instituteurs en refusant d'organiser le service minimum d'accueil dans leurs écoles, qui refusent la suppression de leurs hôpitaux. C'est une condamnation des 6 000 élus qui ont signé un projet de loi rétablissant le monopole public de La Poste, abrogeant toutes les directives européennes.

Ils veulent mettre tous les élus hors la loi, puisque cette loi est désormais celle de l'Union européenne qui a décidé d'en finir avec nos écoles, nos services publics et la République ! (...) Nous, les maires, nous serons

à vos côtés dans le combat pour organiser la marche unie sur Paris, afin d'interdire tous les licenciements. Nous allons organiser des réunions dans nos communes, dans nos cantons, avec la population, qui voit toutes ses usines se délocaliser, les unes après les autres, qui voit les viticulteurs obligés d'arracher leurs vignes, leurs outils de travail, avec les paysans, qui voient leurs terres livrées à la spéculation, à la jachère, au lieu de nourrir les hommes. Nous allons y inviter tous les partis qui se prétendent défenseurs de la classe ouvrière. Pour que nous disions tous ensemble, et tout de suite : interdiction des licenciements, des suppressions d'emplois ; interdiction de la fermeture des hôpitaux, de nos écoles... (...)

Nous voulons sauver nos communes, nos départements que le gouvernement à la solde de l'Union européenne voudrait disloquer. Nous voulons revenir à la République, une, indivisible et laïque, seule garantie de l'égalité en droits de tous les citoyens.

L'heure est grave, il ne faut pas transiger. Nous aspirons à l'unité. Il est possible et nécessaire de la créer pour la marche unie sur Paris, pour l'interdiction des licenciements, les renationalisations. Le PCF, le Parti de gauche et d'autres peuvent conduire avec nous cette marche sur Paris.

Maires, il est indispensable pour nous de dire haut et fort : il faut rompre avec l'Union européenne, avec le traité de Maastricht, avec toutes les directives européennes et en finir avec cette Banque centrale. Vive l'Europe des pays et des peuples libres ! Vive le POI ! ■

Des intérêts communs à tous les travailleurs d'Europe

PAR CLAUDE JENET (EXTRAITS DE SON DISCOURS AU MEETING DU 8 FÉVRIER)

CIToyens, citoyennes, camarades et amis, Par millions, le 29 janvier, par millions, les salariés du public et du privé ont affirmé ce que d'aucuns prétendaient effacer : la classe ouvrière est toujours là, elle est debout, elle regroupe ses forces pour le combat sur le terrain de la lutte de classes qui oppose les intérêts des exploités à ceux des exploités, les intérêts des opprimés à ceux des oppresseurs, les intérêts des salariés à ceux du patronat. (...)

Cet après-midi, nous sommes des milliers, travailleurs actifs, chômeurs, retraités, jeunes et moins jeunes, élus, militants syndicalistes ou simples citoyens rassemblés sur le même mot d'ordre : il n'est plus possible de laisser faire.

C'est urgent, c'est vital, il faut interdire les licenciements, il faut exiger la remise en cause du plan de 428 milliards d'euros offerts aux banquiers et aux spéculateurs. Spéculateurs qui sont les véritables responsables de la crise actuelle.

Voilà des années que, par tous les moyens légaux et illégaux, cachés ou apparents, d'innombrables groupes financiers accumulent dans l'indifférence générale des profits records qui ont provoqué le

séisme que l'on sait (...). Ainsi, les mêmes pouvoirs publics auraient la possibilité d'accorder 428 milliards aux banques et ils n'auraient aucun moyen pour sauver l'hôpital public. C'est honteux, c'est intolérable !

Les travailleurs ont le droit de savoir, vous avez le droit de savoir.

428 milliards d'euros, cela représente 7 ans de salaire à 1 500 euros net par mois, cotisations sociales payées, et ce pour 2 millions de travailleurs.

Alors, comment comprendre que seul le Parti ouvrier indépendant dénonce cette infamie ?

Comment comprendre aussi que les dirigeants du PS ou du PCF mettent sur pied leur propre plan de relance qui fait l'impasse sur les milliards alloués aux banquiers, comme ils sont silencieux sur la nécessité d'interdire les licenciements ? (...)

C'est dès maintenant qu'il faut imposer l'interdiction des licenciements et des suppressions d'emplois dans le public. La confiscation des 428 milliards offerts par le gouvernement aux capitalistes et aux spéculateurs, et exiger leur utilisation pour répondre aux besoins les plus urgents de la population laborieuse (...).

Mais pour mettre en œuvre cette politique, n'est-il pas indispensable de rompre avec l'Union européenne, dont toutes les institutions se dressent comme autant d'instruments au service du marché des possédants et des profiteurs ? (...)

Oui, nous pensons que les intérêts communs des travailleurs de toute l'Europe résident dans le rejet d'institutions d'où découlent tous les coups portés contre les travailleurs.

C'est le sens des propositions formulées par le Parti ouvrier indépendant lors de la conférence ouvrière qui s'est tenue jusqu'à ce matin, à Paris, et dont nous accueillons à cette tribune plusieurs des intervenants.

Cette conférence a décidé d'engager, dans tous les pays d'Europe, des campagnes communes pour l'interdiction des licenciements, contre l'adoption du traité de Lisbonne, pour l'abrogation des traités de Maastricht et d'Amsterdam.

C'est sur ces mots d'ordre conformes à la tradition internationaliste du mouvement ouvrier que le POI vous appelle à préparer, ensemble, la marche unie sur Paris (...).

